



Les deux Normandie d'une seule voix

Il aura suffi d'une phrase : « Il y a deux Normandie. On les aime, mais en faut-il deux ? » lancée par Nicolas Sarkozy jeudi dernier devant le congrès des maires de France pour ranimer l'agacement des présidents PS de Haute et Basse-Normandie.

Lundi dernier, Alain Le Vern et Laurent Beauvais ont justement passé la journée à travailler ensemble à Caen, au conseil régional de Basse-Normandie. « Notre coopération, elle est bien réelle et débouche sur des mesures concrètes pour les habitants de nos territoires », glisse le président de Haute-Normandie. **Priorité commune** Pour illustrer cette mise au point, les deux élus ont livré le résultat de leur rencontre du jour avec les responsables des universités de Caen, Rouen et du Havre ainsi que de l'INSA de Rouen et de l'ENSI de Caen dans le but de créer un Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) commun aux trois universités normandes. « C'est la première fois en dix ans que les présidents des grands établissements universitaires de nos deux régions sont autour de la table pour assurer une meilleure visibilité de chaque entité et renforcer les liens entre enseignement supérieur, recherche et activité économique » ont argumenté les deux présidents qui prennent date. Le PRES sera présenté en juin 2009. Autre dossier majeur, le ferroviaire. « Je l'ai traité en priorité à mon arrivée », rappelle Laurent Beauvais, qui a succédé à Philippe Duron à la tête de la Basse-Normandie après l'élection de ce dernier à la mairie de Caen. Alain Le Vern martèle la priorité commune. « Il s'agit d'abord de la réalisation des 25 km de voies dans le Mantois, de la construction de la nouvelle gare de Rouen puis du 3e franchissement de l'estuaire et l'ordre de ces priorités ne doit pas changer », ajoute le président de Haute-Normandie. A la veille du congrès de l'Association des régions de France - qui s'ouvre demain à Caen - les deux présidents n'ont pas fait l'économie d'un commentaire sur la réforme des collectivités et les propos tenus par Nicolas Sarkozy le 2 novembre devant les maires. « C'est indécent et antidémocratique. Un manque de respect pour ceux qui ont été élus aussi démocratiquement que lui », s'est agacé Alain Le Vern. Et Laurent Beauvais de renchérir : « Il ne faut pas laisser penser que la réunification peut être faite d'un claquement de doigts. » D'une même voix, les deux élus ont rappelé que l'audit mené sur les effets d'une fusion entre les deux régions a démontré « que cela coûterait beaucoup plus cher et pour longtemps ». C'est sur cette base qu'ils poussent les feux de leur coopération tout en écartant la fusion. C. P.

Auteur :

Article paru le : 3 décembre 2008